

■ **Arrêté du maire n°2023-254**

Autorisation d'occupation du domaine public pour installation de Chantier.

Le maire de Creil,

- Vu les lois n°82-213 du 2 mars 1982 et n°82-623 du 22 juillet 1982 modifiées relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers,
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-1,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 1974 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 1974 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales,
- Vu notre règlement municipal de voirie en date du 20 septembre 1973,
- Vu la demande d'autorisation d'occupation du domaine public formulée par la société ATTITUDE ENVIRONNEMENT domiciliée 3 route de Francières 60190 ESTREES SAINT DENIS, dans le cadre de ses installations de chantier liées aux travaux de démolition, pour le compte de la ville, du porche situé entre la rue Henri Dunant et la rue Léo Lagrange

■ **Considérant :**

Que cette autorisation d'occupation du domaine public peut être accordée

■ **Arrête :**

Article 1 : La société ATTITUDE ENVIRONNEMENT est autorisée, pour les besoins du chantier, à occuper pour son propre compte l'accès au porche situé entre le 8 et le 10 rue Léo Lagrange y compris le trottoir, ainsi qu'une partie de la place située rue Henri Dunant.

Article 2 : la surface du domaine public mis à disposition représente une surface de l'ordre de 590 m²

Article 3 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à toute époque sans indemnité, à compter du 18 juillet 2023 et ce jusqu'à la fin du chantier.

Elle est renouvelable par tacite reconduction sous réserve de renonciation par son titulaire ou de révocation par le Maire.

Article 4 : La présente autorisation est strictement personnelle. Elle n'est pas cessible

Article 5 : Le titulaire de l'autorisation est tenu de verser à la ville de Creil, à première réquisition et en un seul terme, une redevance fixée en fonction de la surface occupée sur la base du tarif établi par délibération du Conseil Municipal.

La redevance est révisable annuellement par délibération du Conseil Municipal

Article 5 : L'autorisation peut être modifiée ou révoquée, à toute époque, en tout ou en partie, aux frais de son titulaire, lorsque le Maire le juge utile à l'intérêt public.

Article 6 : En cas de révocation de l'autorisation ou à son expiration en cas de non-renouvellement, l'occupation doit cesser de plein droit et les lieux doivent être remis dans leur état primitif dans le délai de 48 heures.

A défaut la ville de Creil pourvoit d'office à la remise en état des lieux aux frais du titulaire de l'autorisation.

Article 7 : Le titulaire de l'autorisation est seul responsable, tant vis-à-vis des tiers, de tous accidents et dommages causés aux biens et aux personnes ou indirectement, de l'occupation du domaine public, de l'usage de l'ouvrage, de l'inobservation des précautions nécessaires propres à assurer la circulation générale.

Envoyé en préfecture le 18/07/2023
Reçu en préfecture le 18/07/2023
Publié le 18/07/2023
ID : 060-216001743-20230717-ARRG230718002-AR

Il supporte seul les frais de nettoyage, réparation et réfection de la voie publique et de tous les ouvrages ou objets publics détériorés ou salis du fait de l'occupation du domaine public.

La remise en état des lieux doit être effectuée aux frais du titulaire de l'autorisation par tout intermédiaire de son choix sous réserve de son agrément par les services techniques de la ville de Creil et ce, dans le délai d'un mois à compter de la survenance de l'accident ou du dommage.

A défaut, l'autorisation est révoquée de plein droit et la ville de Creil pourvoit d'office à la remise en état des lieux aux frais du titulaire de l'autorisation.

Article 8 : Le titulaire est tenu de supporter, sans droit à indemnité, la gêne et les frais de toute nature qui sont la conséquence des travaux effectués dans l'intérêt de la voirie par la ville de Creil ou par toutes autres administrations par elle autorisées.

Article 9 : Le titulaire de l'autorisation supporte seul les modifications ou adaptations à apporter aux réseaux existants sous le trottoir concerné du fait de l'installation de chantier considérée.

Article 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des règlements en vigueur.

Article 12 : Le titulaire de l'autorisation supporte seul les impôts et taxes auxquels sont actuellement ou pourraient être assujettis les installations exploitées en vertu du présent arrêté.

Article 13 : Monsieur le commissaire central, chef de la circonscription de sécurité publique de Creil est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 14 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 01 dans les deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application [telerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour le maire et par délégation


L'adjointe au maire
Najat MOUSSATEN

Creil, le 17 juillet 2023

Date de notification :

18/07/23

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) :

18/07/23

Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville

19/07/23